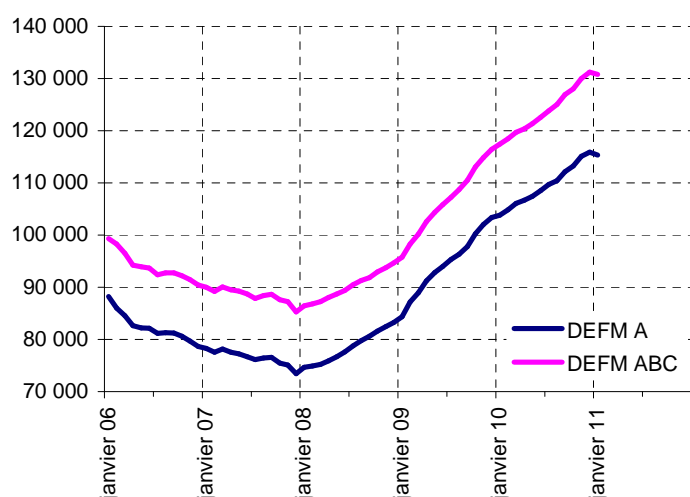


DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS ET OFFRES COLLECTÉES PAR PÔLE EMPLOI A LA REUNION EN JANVIER 2011

**Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi
Catégories A et A, B, C (cvs)**



Fin janvier 2011, 115 330 réunionnais sont inscrits à Pôle emploi en catégorie A, soit une baisse de 0,5 % par rapport au mois précédent. Cette première baisse depuis janvier 2008 concerne principalement les hommes de tout âge (-1,2 %). Le nombre de femmes est en baisse uniquement chez les jeunes et les 50 ans et plus. Sur un an, La Réunion compte 11 550 demandeurs d'emploi de catégorie A de plus, soit une hausse de 11,1 %.

En France, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A diminue de 0,5 % par rapport à la fin novembre 2009 (+2 % sur un an).

Fin janvier 2011, les demandeurs d'emploi réunionnais de catégories A, B, C (en recherche active, avec ou sans activité) inscrits à Pôle emploi sont 130 790, soit une diminution de 0,3 % par rapport à fin décembre. Sur un an, ils augmentent de 11,4 %.

En France, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C augmente de 0,1 % par rapport à la fin novembre 2009 (+4,7 % sur un an).

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Données CVS	janvier 2010	décembre 2010	janvier 2011	Variation sur un mois	Variation sur un an
Réunion					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	103 780	115 900	115 330	-0,5%	11,1%
Catégories B, C (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite)*	13 670	15 300	15 460	1,0%	13,1%
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	117 450	131 200	130 790	-0,3%	11,4%
Catégorie D (sans actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)*	4 780	4 380	4 330	-1,1%	-9,4%
Catégorie E (sans actes positifs de recherche d'emploi, en emploi)*	7 810	9 550	9 810	2,7%	25,6%
Catégories A, B, C, D, E (ensemble)	130 040	145 130	144 930	-0,1%	11,5%
<i>Unités : niveaux en milliers, variations et parts en %</i>					
France entière (CVS-CJO)					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	2 875,8	2 948,8	2 933,2	-0,5%	2,0%
Catégories B, C (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite)*	1 235,6	1 349,9	1 370,5	1,5%	10,9%
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	4 111,4	4 298,7	4 303,7	0,1%	4,7%
Catégories A, B, C, D, E (ensemble)	4 667,8	4 922,7	4 926,4	0,1%	5,5%

Source : STMT - Pôle emploi / SEE, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Réunion / SESE, Dares.

* Avertissement : du fait de la faiblesse des effectifs pour certaines catégories, les évolutions mensuelles peuvent être heurtées et doivent dès lors être interprétées avec prudence

Les données concernent les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi.

La notion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est une notion différente de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Au-delà des évolutions du marché du travail, différents facteurs peuvent affecter les données relatives aux demandeurs d'emploi : modification du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportement d'inscription des demandeurs d'emploi, mise en place du RSA (1^{er} juin 2009 pour la Métropole et au 1 janvier 2011 pour les DOM)....

L'ensemble des définitions figurent dans les encadrés 1 et 2, pages 8 à 10.

2.a - DEMANDEURS D'EMPLOI PAR SEXE ET TRANCHE D'ÂGE

Catégorie A

Fin janvier 2011, à La Réunion, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmente de 0,2 % pour les femmes (+14,3 % sur un an). En revanche, il baisse de 1,2 % pour les hommes (+8,0 % sur un an).

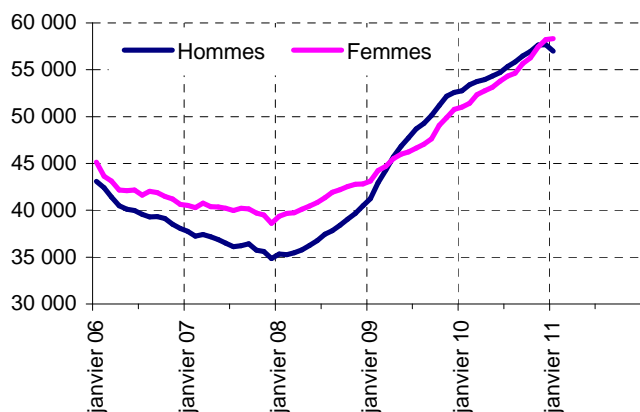
Le nombre de demandeurs d'emploi est en baisse pour tous les âges. La plus forte baisse concerne les seniors (-1,8 %), les hommes baissant de 1,2 % et les femmes de 2,4 %. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi baisse aussi, de 1% globalement (celui des femmes jeunes baisse de 0,9 % et celui des hommes jeunes de 1 %). Seules les femmes de 25 à 49 ans sont plus nombreuses en janvier qu'en décembre.

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A

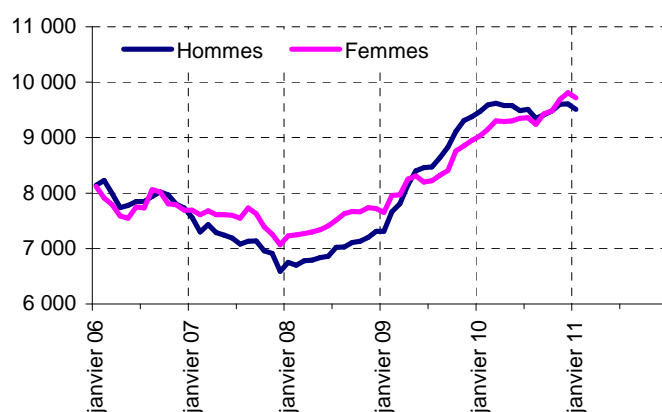
Données CVS	janvier 2010	décembre 2010	janvier 2011	Variation sur un mois	Variation sur un an
Réunion					
Hommes	52 760	57 670	56 990	-1,2%	8,0%
Femmes	51 020	58 230	58 340	0,2%	14,3%
Moins de 25 ans	18 500	19 420	19 230	-1,0%	3,9%
Entre 25 et 49 ans	71 510	78 940	78 870	-0,1%	10,3%
50 ans et plus	13 770	17 540	17 230	-1,8%	25,1%
Hommes de moins de 25 ans	9 470	9 610	9 510	-1,0%	0,4%
Hommes de 25 à 49 ans	36 030	38 970	38 500	-1,2%	6,9%
Hommes de 50 ans et plus	7 260	9 090	8 980	-1,2%	23,7%
Femmes de moins de 25 ans	9 030	9 810	9 720	-0,9%	7,6%
Femmes de 25 à 49 ans	35 480	39 970	40 370	1,0%	13,8%
Femmes de 50 ans et plus	6 510	8 450	8 250	-2,4%	26,7%
Ensemble de la catégorie A	103 780	115 900	115 330	-0,5%	11,1%

Source : STMT - Pôle emploi / SEE, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Réunion / SESE.

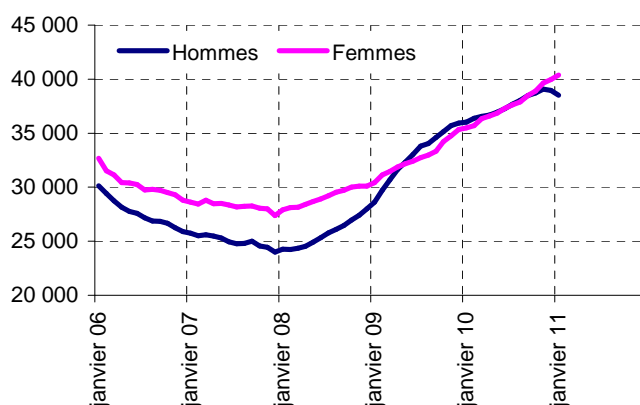
Par sexe (cvs)



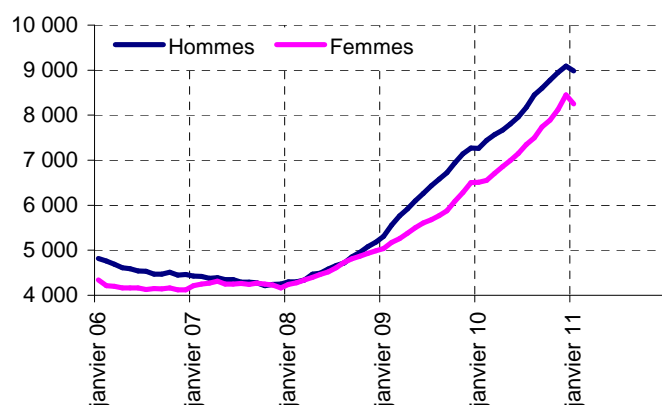
Moins de 25 ans (cvs)



Entre 25 et 49 ans (cvs)



50 ans et plus (cvs)



2.b - DEMANDEURS D'EMPLOI PAR SEXE ET TRANCHE D'ÂGE

Catégorie A, B, C

Fin janvier 2011, à La Réunion, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C augmente de 0,5 % pour les femmes (14 % sur un an) et diminue de 1,1 % pour les hommes (8,7 % sur un an).

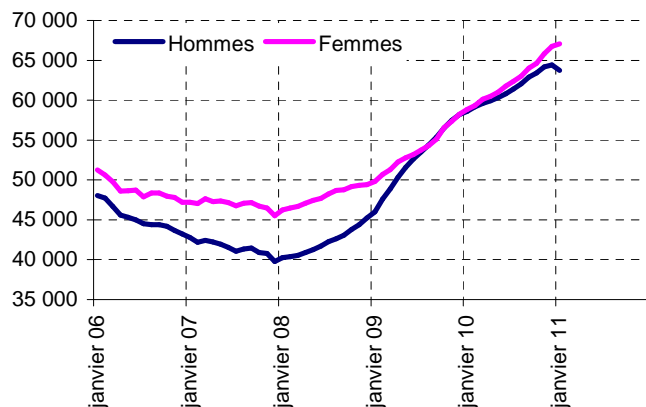
Globalement, les demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C de plus de 50 ans diminuent le plus. Ils sont 1,3 % de moins qu'à fin décembre. Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans diminuent de 0,6 %, alors que celui des 25 à 49 ans se stabilise.

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégories A, B, C

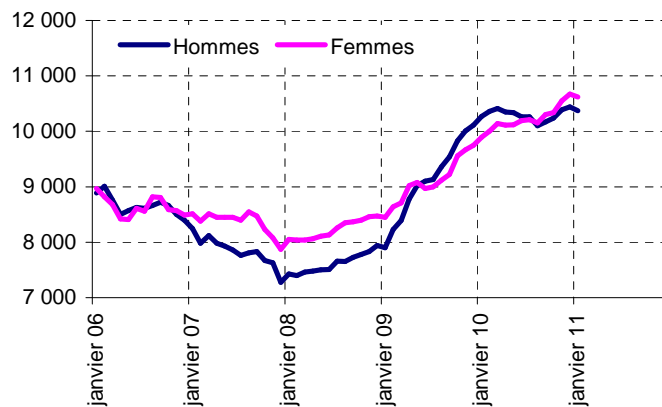
Données CVS	janvier 2010	décembre 2010	janvier 2011	Variation sur un mois	Variation sur un an
Réunion					
Hommes	58 620	64 440	63 720	-1,1%	8,7%
Femmes	58 830	66 760	67 070	0,5%	14,0%
Moins de 25 ans	20 160	21 110	20 990	-0,6%	4,1%
Entre 25 et 49 ans	81 810	90 440	90 410	0,0%	10,5%
50 ans et plus	15 480	19 650	19 390	-1,3%	25,3%
Hommes de moins de 25 ans	10 270	10 440	10 370	-0,7%	1,0%
Hommes de 25 à 49 ans	40 490	44 150	43 610	-1,2%	7,7%
Hommes de 50 ans et plus	7 860	9 850	9 740	-1,1%	23,9%
Femmes de moins de 25 ans	9 890	10 670	10 620	-0,5%	7,4%
Femmes de 25 à 49 ans	41 320	46 290	46 800	1,1%	13,3%
Femmes de 50 ans et plus	7 620	9 800	9 650	-1,5%	26,6%
Ensemble des catégories A, B, C	117 450	131 200	130 790	-0,3%	11,4%

Source : STMT - Pôle emploi / SEE, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Réunion / SESE.

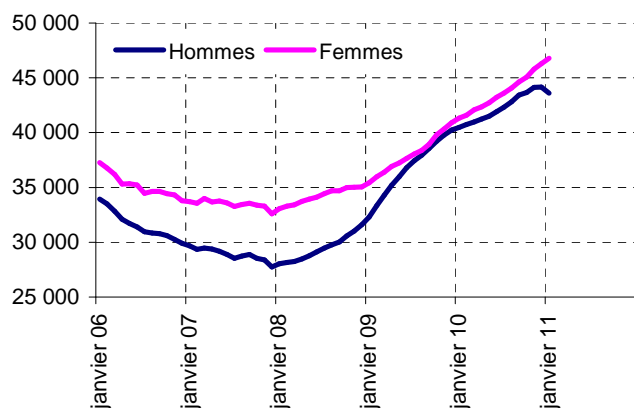
Par sexe (CVS)



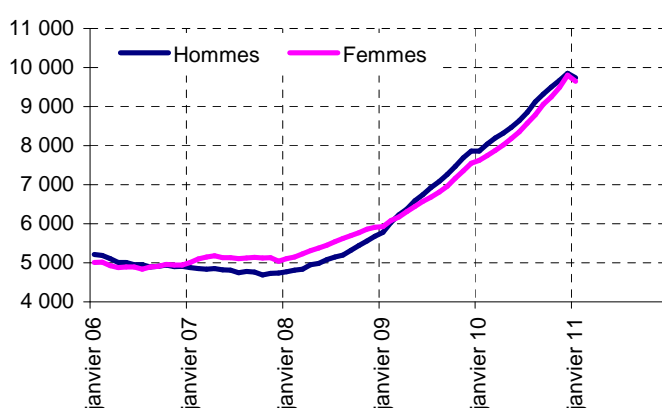
Moins de 25 ans (CVS)



Entre 25 et 49 ans (cvs)

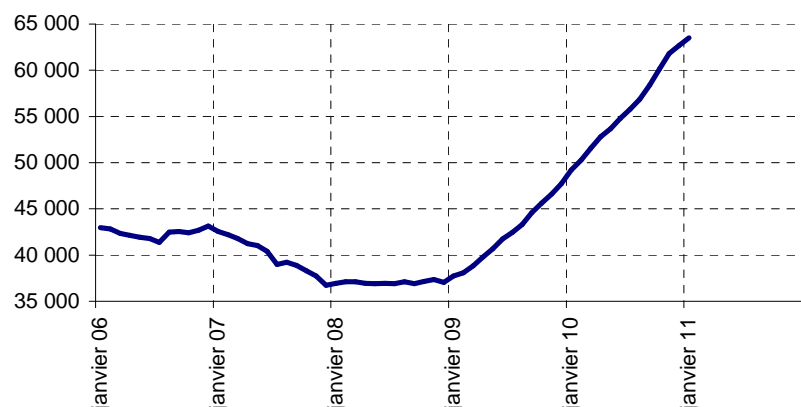


50 ans et plus (CVS)



3 - ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION SUR LES LISTES DES DEMANDEURS D'EMPLOI

Demands d'emploi inscrits depuis un an ou plus (catégories A, B, C)



Fin janvier 2011, 63 150 réunionnais sont inscrits à Pôle emploi en catégorie A, B, C depuis plus d'un an. Ils sont 14 000 de plus, par rapport à janvier 2010, soit une augmentation de 28,7 %.

En France, les demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an, en catégorie A, B, C diminuent de 0,1 % sur un mois et augmentent de 16,5 % sur un an.

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégories A, B, C

Données CVS	janvier 2010	décembre 2010	janvier 2011	Variation sur un mois	Variation sur un an
Réunion					
Moins de 1 an	68 390	68 370	67 640	-1,1%	-1,1%
Un an ou plus	49 060	62 830	63 150	0,5%	28,7%
Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus (%)	41,8%	47,9%	48,3%	+ 0,4 pt	+ 6,5 pt
<i>Pour mémoire :</i>					
<i>Unités : niveaux en milliers, variations et parts en %</i>					
France entière (CVS-CJO)					
Demands d'emploi inscrits depuis un an ou plus	1 411,9	1 646,9	1 645,5	-0,1%	16,5%
Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus (%)	34,3%	38,3%	38,2%	-	-

Source : STMT - Pôle emploi / SEE, Dares. Calculs des cvs : DIECTE Réunion / SESE, Dares.

ALLOCATAIRES DEMANDEURS D'EMPLOI

Fin janvier 2011, 53 810 réunionnais sont demandeurs d'emploi et allocataires de Pôle emploi, soit une augmentation de 2,2 % sur un mois et une baisse de 0,6 % sur un an.

Les allocataires de l'assurance chômage sont 42 571 fin janvier 2011, soit une baisse de 2 % sur un an.

Les allocataires de l'ASS sont 10 219 fin janvier 2011, soit une baisse de 1,2 % sur un an.

Allocataires demandeurs d'emploi

Données brutes	janvier 2010	décembre 2010	janvier 2011	Variation sur un mois	Variation sur un an
Réunion					
Assurance chômage	43 440	41 404	42 571	2,8%	-2,0%
- dont Convention Reclassement Personnalisée	1 578	945	915	-3,2%	-42,0%
Solidarité Etat	10 700	11 250	11 239	-0,1%	5,0%
- dont Allocation Spécifique de Solidarité (ASS)	10 342	10 147	10 219	0,7%	-1,2%

Source : Pôle emploi Réunion-Mayotte / SEE

4 - FLUX D'ENTRÉE ET DE SORTIE

En janvier 2011, 11 260 demandeurs d'emploi réunionnais se sont inscrits à Pôle emploi en catégorie A, B, C. Les inscriptions des trois derniers mois sont en hausse de 0,2 % par rapport aux trois mois précédents. Les entrées pour reprise d'activité (20,2 %), licenciement économique (16,2 %) et fin de mission d'intérim (14,8 %) sont les plus fortes hausses.

Parallèlement, 10 780 demandeurs d'emploi sont sortis des fichiers de Pôle emploi, en janvier 2011. Les sorties des trois derniers mois sont en hausse de 2,3 % par rapport aux trois mois. Les sorties pour entrées en stage (49,5 %), radiations administratives (15,5 %) et reprises d'emploi déclarées (14,9 %) sont les plus fortes hausses.

Entrées à Pôle emploi par motif (catégories A, B, C)

Données CVS	janvier 2010	décembre 2010	janvier 2011	Répartition des motifs	Variation trimestrielle (1)	Variation annuelle sur 3 mois glissants (2)
Réunion						
Fins de contrat à durée déterminée	1 890	2 730	2 520	22,4%	6,0%	29,1%
Fins de mission d'interim *	100	90	110	1,0%	14,8%	-6,1%
Licenciements économiques (3)	220	330	220	2,0%	16,2%	-10,2%
Autres licenciements	380	400	400	3,6%	-3,1%	-13,3%
Démissions	210	210	240	2,1%	-2,9%	-5,6%
Premières entrées	1 630	1 190	1 070	9,5%	2,9%	-30,0%
Reprises d'activité	730	940	920	8,2%	20,2%	30,5%
Autres cas	6 330	6 590	5 780	51,3%	-5,3%	-5,0%
Ensemble	11 490	12 480	11 260	100,0%	0,2%	-1,0%

Pour mémoire :

France entière (CVS-CJO)	530,3	510,5	517,6	-	2,3%	-2,2%
---------------------------------	--------------	--------------	--------------	---	------	-------

Unités : niveaux en milliers, variations et parts en %

Source : STMT - Pôle emploi / SEE, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Réunion / SESE, Dares.

(1) : Evolution sur les trois mois par rapport aux trois mois précédents

(2) : Evolution sur les trois derniers mois par rapport aux mêmes trois mois de l'année précédente

(3) : Y compris fins de conventions de conversion, de PAP anticipés et de CRP.

Sorties de Pôle emploi par motif (catégories A, B, C)

Données CVS	janvier 2010	décembre 2010	janvier 2011	Répartition des motifs	Variation trimestrielle (1)	Variation annuelle sur 3 mois glissants (2)
Réunion						
Reprises d'emploi déclarées	1 540	2 320	1 700	15,8%	14,9%	17,1%
Entrées en stage	900	1 640	970	9,0%	49,5%	0,3%
Arrêts de recherche (maternité, maladie, retraite) :	310	290	360	3,3%	9,9%	2,0%
- dont dispenses de recherche d'emploi (DRE) *	20	20	30	0,3%	120,0%	57,1%
- dont maladies	160	160	190	1,8%	4,1%	6,3%
Cessations d'inscription pour défaut d'actualisation	5 600	5 510	6 220	57,7%	-7,5%	0,5%
Radiations administratives	770	970	550	5,1%	15,5%	28,0%
Autres cas	920	1 030	980	9,1%	1,4%	10,3%
Ensemble	10 040	11 760	10 780	100,0%	2,3%	5,4%

Pour mémoire :

France entière (CVS-CJO)	497,1	481,8	512,2	-	0,1%	-1,2%
---------------------------------	--------------	--------------	--------------	---	------	-------

Unités : niveaux en milliers, variations et parts en %

Source : STMT - Pôle emploi / SEE, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Réunion / SESE, Dares.

(1) : Evolution sur les trois mois par rapport aux trois mois précédents

(2) : Evolution sur les trois derniers mois par rapport aux mêmes trois mois de l'année précédente

* Avertissement : du fait de la faiblesse des effectifs pour certaines catégories, les évolutions mensuelles peuvent être heurtées et doivent dès lors être interprétées avec prudence

6 - OFFRES D'EMPLOI COLLECTÉES PAR PÔLE EMPLOI

En janvier 2011, Pôle emploi a collecté 2 890 offres d'emploi à La Réunion. Sur les trois derniers mois, cette collecte est en baisse de 18,8 % par rapport au trois mois précédents et en hausse de 0,3 % par rapport aux mêmes trois mois un an auparavant.

Le nombre d'offres d'emplois durables est en baisse de 4,9 % sur le dernier trimestre.

Offres d'emploi collectées par Pôle emploi

<i>Données CVS</i>	janvier 2010	décembre 2010	janvier 2011	Variation trimestrielle (1)	Variation annuelle sur 3 mois glissants (2)
Réunion					
- Emplois durables (plus de 6 mois)	1 240	1 220	1 160	-4,9%	-6,5%
- Emplois non durables (6 mois et moins)	1 640	2 340	1 730	-26,1%	5,5%
Ensemble	2 880	3 560	2 890	-18,8%	0,3%

Pour mémoire :

Unités : niveaux en milliers, variations et parts en %

France entière (CVS-CJO)

- Emplois durables (plus de 6 mois)					
- Emplois non durables (moins de 6 mois)					
Ensemble	265,4	261,8	286,6	-1,3%	3,2%

Source : STMT - Pôle emploi / SEE, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Réunion / SESE, Dares.

(1) : Evolution sur les trois mois par rapport aux trois mois précédents

(2) : Evolution sur les trois derniers mois par rapport aux mêmes trois mois de l'année précédente

Encadré 1 - Sources et définitions

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Catégories de demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Dans les fichiers administratifs de Pôle emploi, huit catégories de demandeurs d'emploi sont utilisées (catégories 1 à 8). Ces catégories ont été définies par arrêté (arrêté du 5 février 1992 complété par l'arrêté du 5 mai 1995). Jusqu'au mois de février 2009, les publications étaient fondées sur ces catégories. Le tableau suivant présente la correspondance entre les catégories utilisées à des fins de publication statistique à partir de mars 2009 et les catégories administratives auxquelles Pôle emploi a recours dans sa gestion des demandeurs d'emploi :

Catégories statistiques	Catégories administratives
Catégorie A	Catégories 1, 2, 3 hors activité réduite
Catégorie B	Catégories 1, 2, 3 en activité réduite
Catégorie C	Catégories 6, 7, 8
Catégorie D	Catégorie 4
Catégorie E	Catégorie 5
Catégories A, B, C	Catégories 1, 2, 3, 6, 7, 8

La situation réelle au regard de l'emploi des demandeurs d'emploi peut, dans certains cas, ne pas correspondre à la catégorie dans laquelle ils sont enregistrés : si cette correspondance est contrôlée pour les demandeurs d'emploi indemnisés, il n'en est pas de même des demandeurs d'emploi non indemnisés.

Les entrées et les sorties des listes de Pôle emploi sont enregistrées pour l'ensemble A, B, C et non au niveau de chacune des catégories A, B ou C.

Ancienneté sur les listes de Pôle emploi

L'ancienneté d'inscription à la fin du mois m sur les listes d'un demandeur d'emploi inscrit à Pôle emploi mesure le nombre de jours qu'il a passé sur les listes (en catégories A, B, C). Cette notion se rapporte aux effectifs de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B, et C.

Du fait du mode d'enregistrement des entrées et des sorties, il n'est pas possible de calculer l'ancienneté en catégorie A (respectivement B ou C) ou la durée passée sans discontinuité dans la catégorie A (respectivement B ou C).

De manière conventionnelle, un demandeur d'emploi qui est resté inscrit plus de 12 mois sur les listes de Pôle emploi (i.e. son ancienneté sur les listes est supérieure à 1 an) peut être qualifié de demandeur d'emploi de longue durée. S'il est inscrit depuis plus de 24 mois, il est considéré comme étant demandeur d'emploi de très longue durée.

Motifs d'entrée et de sortie des listes de Pôle emploi pour les catégories A, B, C

Les flux d'entrée et de sortie des listes sont présentés suivant différents motifs.

Parmi les motifs d'entrée :

- les premières entrées correspondent aux cas où la demande d'emploi est enregistrée alors que la personne se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive ;
- les autres cas recouvrent des situations ne correspondant à aucune autre ventilation, y compris les entrées pour rupture conventionnelle de CDI.

Parmi les motifs de sortie :

- les arrêts de recherche sont liés à une maladie, un congé de maternité, un accident du travail, un départ en retraite ou une dispense de recherche d'emploi ;
- les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation correspondent aux cas où le demandeur d'emploi n'a pas actualisé sa déclaration de situation mensuelle ;

Encadré 1 - Sources et définitions (suite)

- les radiations administratives peuvent intervenir lorsque le demandeur d'emploi ne répond pas à une convocation, lorsqu'il fait une fausse déclaration ou lorsqu'il refuse une offre d'emploi (le motif d'offre raisonnable d'emploi a été ajouté en octobre 2008), une formation, une visite médicale, un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation, un contrat aidé, une action d'insertion. La suspension qui en découle peut aller de 15 jours à 12 mois suivant la cause ;
- les autres cas recouvrent des situations ne correspondant à aucune autre ventilation.

Les motifs de sortie des listes de Pôle emploi sont mal connus dans les fichiers administratifs. En particulier, dans les statistiques publiées ici, les reprises d'emploi déclarées sous-estiment le nombre de reprises réelles d'emploi. En effet, chaque mois, de nombreux demandeurs d'emploi sortent des listes parce qu'ils n'ont pas actualisé leur situation mensuelle en fin de mois (ils sont alors enregistrés dans le motif « cessation d'inscription pour défaut d'actualisation ») ou à la suite d'une radiation administrative, par exemple pour non réponse à convocation. Or, une partie de ces demandeurs d'emploi a en fait retrouvé un emploi. L'enquête trimestrielle Sortants de Pôle emploi et de la Dares fournit une estimation de la part des sorties réelles pour reprise d'emploi.

Les offres d'emploi collectées à Pôle emploi

Pôle emploi collecte des offres d'emploi auprès des entreprises. Les offres collectées publiées ici sont classées suivant trois types :

- les offres d'emploi durable, pour des contrats de plus de six mois ;
- les offres d'emploi temporaire, pour des contrats compris entre un et six mois ;
- les offres d'emploi occasionnel, pour des contrats de moins d'un mois.

Les rapprochements entre les offres et les demandes d'emploi doivent être faits avec précaution dans la mesure où une partie des besoins de recrutement des entreprises ne donne pas lieu au dépôt d'une offre auprès de Pôle emploi et ce dans des proportions qui peuvent varier selon la qualification de l'emploi, le secteur d'activité ou la taille de l'entreprise.

Méthodologie de correction des variations saisonnières

La méthodologie adoptée pour corriger les séries publiées ici se décompose en deux étapes détaillées ci-après. Les estimations des coefficients de variations saisonnières sont réalisées sur la période allant de janvier 1996 à décembre 2009. Les coefficients saisonniers sont projetés sur l'ensemble de l'année 2010, de sorte que la campagne de traitement statistique des séries n'a lieu qu'une seule fois par an, au mois de février, quand toutes les données de l'année antérieure sont disponibles.

1^{ère} étape : correction des variations saisonnières

Les séries publiées ici sont marquées par des phénomènes récurrents, de type saisonniers, qui ne reflètent pas des mouvements de nature économique. Il est nécessaire d'en faire abstraction pour analyser les fluctuations purement conjoncturelles de ces séries : il faut raisonner sur des données corrigées des variations saisonnières (cvs).

Celles-ci permettent d'éliminer la composante saisonnière de chaque série pour ne garder que les composantes liées à la tendance (i.e. à l'évolution de long terme de la série), au cycle (i.e. aux fluctuations de court terme) et à certaines irrégularités (fluctuations résiduelles non périodiques). Pour les séries France et France Métropolitaine, la cvs est appliquée aux données préalablement corrigées des jours ouvrables.

2^{ème} étape : mise en cohérence des différentes ventilations

Les séries désaisonnalisées sont mises en cohérence, de sorte que la somme de séries désaisonnalisées soit égale à la série désaisonnalisée de la somme des séries brutes.

Demandeurs d'emploi ayant un droit payable au Revenu de solidarité active (RSA)

Le Revenu de solidarité active (RSA) est entré en vigueur le 1^{er} juin 2009 en France métropolitaine et sera généralisé au plus tard le 1^{er} janvier 2011 en Outre-mer. Il a pour objet « d'assurer à ses bénéficiaires des moyens convenables d'existence, afin de lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires » (loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008). Il remplace le Revenu minimum d'insertion (RMI), l'Allocation de parent isolé (API) ainsi que les mécanismes d'intéressement liés à la reprise d'emploi.

Le RSA est une allocation destinée à porter les ressources du foyer au niveau d'un revenu garanti. Le revenu garanti est calculé pour chaque foyer en faisant la somme :

- d'un montant forfaitaire dont le niveau varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfants à charge et qui correspondait en juin 2009 au montant du RMI ou de l'API pour les parents isolés,
- de 62 % des revenus d'activité des membres du foyer, s'il y en a.

Un bénéficiaire du RSA est tenu « de rechercher un emploi, d'entreprendre les démarches nécessaires à la création de sa propre activité ou d'entreprendre les actions nécessaires à une meilleure insertion sociale ou professionnelle » s'il remplit les conditions suivantes (article L.262-28) :

- les ressources de son foyer sont inférieures à un certain montant forfaitaire, dont le niveau varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfants à charge (460,09 €/mois pour un célibataire sans enfant) ;
- il est sans emploi ou ne tire de l'exercice de son activité professionnelle que des revenus inférieurs à 500 € (décret n°2009-404 du 15 avril 2009).

Pour un bénéficiaire du RSA majoré (i.e. une personne isolée assumant la charge d'un ou de plusieurs enfants ou étant enceinte), il est tenu compte des sujétions particulières auxquelles celui-ci est contraint, notamment en matière de garde d'enfants.

Un bénéficiaire du RSA tenu aux obligations précisées ci-dessus est orienté par le Conseil général :

- de façon prioritaire, lorsqu'il est disponible pour occuper un emploi, soit vers Pôle emploi soit, si le département décide d'y recourir, vers un autre organisme participant au service public de l'emploi (mission locale, PLIE, organisme privé de placement...);
- vers les autorités ou organismes compétents en matière d'insertion sociale lorsque des difficultés (de logement ou de santé notamment) font temporairement obstacle à son engagement dans une démarche de recherche d'emploi.

Encadré 1 - Sources et définitions (fin)

À compter de juillet 2010, sont repérés dans le système d'information statistique de Pôle emploi les demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA i.e. les bénéficiaires (allocataires ou conjoints) d'une allocation au titre du RSA. Entre juin 2009 et juin 2010, seuls étaient repérés dans les fichiers de Pôle emploi les demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA i.e. les personnes ayant un droit payable au RSA, les personnes ayant un droit au RSA suspendu pendant 4 mois maximum (notamment pour non respect des devoirs qui leur incombent, non renouvellement de déclaration trimestrielle de ressources, dépassement du seuil de ressources, ou parce que la demande est en cours de traitement). Parmi ces demandeurs d'emploi repérés comme ayant des droits ouverts au RSA, certains ne percevront pas le RSA. Les données relatives aux demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA ne seront plus publiées à partir de janvier 2011.

Quatre catégories d'indicateurs relatifs aux demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA sont publiées :

- les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi et ayant un droit payable au RSA ;
- les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois ayant un droit payable au RSA selon la composante de RSA. Il existe trois composantes de RSA : le RSA socle seul, le RSA socle et activité, le RSA activité seul. Le RSA socle seul bénéficie aux foyers qui n'ont pas de revenu d'activité, il est égal à un montant forfaitaire. Le RSA socle et activité bénéficie aux foyers qui ont de faibles revenus d'activité et dont l'ensemble des ressources est inférieur au montant forfaitaire. Le RSA activité seul bénéficie aux foyers qui ont de faibles revenus d'activité et dont l'ensemble des ressources est supérieur au montant forfaitaire. Cette nouvelle composante élargit le champ des bénéficiaires ;
- les entrées à Pôle emploi de demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA ;
- les sorties de Pôle emploi de demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA.

Le dénombrement des demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA résulte d'un rapprochement entre les fichiers de Pôle emploi d'une part et ceux de la Cnaf et de la CCMMSA d'autre part.

La mise en œuvre de la loi portant création du RSA à compter du 1^{er} juin 2009 est susceptible d'accroître sensiblement le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et, parmi ceux-ci, la part de ceux qui bénéficient d'une prestation de solidarité (RMI ou API avant le 1^{er} juin 2009 ; RSA après le 1^{er} juin ainsi que RMI et API à titre transitoire pour certains bénéficiaires). En effet, l'obligation d'orientation vers le service public de l'emploi des bénéficiaires du RSA disponibles pour occuper un emploi devrait conduire une proportion plus importante qu'auparavant de bénéficiaires de prestations de solidarité à s'inscrire à Pôle emploi. Par ailleurs, l'ouverture du RSA à des personnes auparavant non éligibles au RMI ou à l'API (salariés à faibles revenus ne bénéficiant pas ou plus de mesures d'intéressement) pourrait conduire certains demandeurs d'emploi (notamment en activité réduite) à se voir ouvrir des droits nouveaux au RSA.

Encadré 2 - Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi : un concept différent du chômage au sens du BIT

La notion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est une notion différente de celle du chômage au sens du BIT : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle Emploi.

Les données relatives aux demandeurs d'emploi sont issues des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. La répartition entre les diverses catégories A, B, ou C s'effectue sur la base de règles juridiques portant notamment sur l'obligation de faire des actes positifs de recherche d'emploi et d'être immédiatement disponible. L'exercice d'une activité réduite est autorisé.

Pour mémoire, un chômeur au sens du BIT est une personne en âge de travailler (c'est-à-dire ayant 15 ans ou plus) qui : 1) n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine de référence, 2) est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et 3) a cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans les trois mois. Seule une enquête statistique peut vérifier si ces critères sont remplis. En France, il s'agit de l'enquête Emploi de l'Insee.

Alors que le chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi peut être affecté par d'autres facteurs : modifications du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportements d'inscription des demandeurs d'emploi, mise en place du RSA (1^{er} juin 2009)...

L'Insee publie chaque trimestre les indicateurs de référence pour le chômage au sens du BIT à partir des résultats trimestriels de son enquête Emploi pour la France métropolitaine. Les dernières estimations de l'Insee sont disponibles sur son site Internet, à l'adresse suivante : <http://www.insee.fr/fr/themes/indicateur.asp?id=14>